États généraux de la sociologie
Paris, 15 avril 2009

Allocution d'ouverture

L'idée de constituer des états généraux est certainement bienvenue. J'ai accepté sans état d'âme de remplacer C. Baudelot pour en assurer la présidence. Outre l'honneur d'être pressenti, la reconnaissance implicite ainsi rendu par nos collègue de l'AFS à la sociologie clinique et aux travaux du Laboratoire de Changement Social, c'est l'idée même d'organiser des États généraux qui me semble particulièrement pertinente dans le contexte actuel.

À un moment où les universités et les organismes de recherche résistent à la LRU, il me semble important de sortir de la contradiction entre, d'un côté, l'impérieuse nécessité de réformes (de la recherche, des universités, de 'l'état, des institutions, de la politique, du capitalisme…) et, de l'autre, le refus d'une conception managériale, utilitariste , fonctionnaliste et positiviste des réformes mises en œuvre par les gouvernements. L'inspiration de cette NPG "Nouvelle Gestion Publique" est calquée sur la NPM (New public Management). Elle s'enracine dans le creuset néolibéral instauré par M. Thatcher et R. Reagan dans les pays anglo-saxons. Elle consiste à créer une crise permanente des institutions publiques en réduisant leurs crédits et leurs moyens afin de faire la démonstration de la carence de la gestion étatique et la remplacer par les modèles de management issus du privé, préparant le désengagement de l'État et la privatisation.

Ce n'est pas la réforme que nous devons combattre. C'est cette réforme et surtout la conception que la sous tend. Il existe une antinomie radicale entre les paradigmes qui fondent la NPM et la sociologie (Gaulejac, 2005).

1) La Nouvelle Gestion Paradoxante

Depuis trente ans, j'analyse avec d'autres l'émergence d'une nouvelle forme de pouvoir qui est au cœur des sociétés hypermodernes, comme le système disciplinaire (Foucault, 1975) a été au cœur des sociétés industrielles. Ce pouvoir managérial se diffuse actuellement dans toutes les sphères de la société produisant des effets similaires : l'individualisation, la perte de sens, , la culture de l'urgence, l'empilement des réformes, l'absence de débats sur les mesures appliquées, la montée de l'insignifiance, l'imposition de système d'évaluation qui invalide la valeur que les agents accordent à leur activité, la quantophrénie (l'obsession des résultats chiffrés), le découragement, l'impuissance et la dépression.

Nous avons à faire à un pouvoir éminemment paradoxal auquel chacun est "obligé d'adhérer librement", qui développe l'autonomie contrôlée (cf à Paris 7 : vous allez devenir totalement autonome dans la mesure où vous appliquez parfaitement la politique que je souhaite), qui demande de faire plus avec moins. Les exemples abondent dont le plus cynique est de proclamer que la recherche est une priorité absolue alors que 900 postes sont supprimés au budget.

Le paradoxe est devenue un modèle de cette nouvelle "gouvernance" qui prône "la discrimination positive", "la croissance négative", de "faire mieux avec moins", "l'excellence durable" pour construire un monde commun, l'autonomie individuelle dans un monde de plus en plus contraignant…Le fameux "travaillez plus pour gagner plus" de la campagne électorale

de Sarkozy se traduit par travailler toujours plus pour certains en gagnant moins et ne pas avoir de travail pour les autres en gagnant rien du tout.

Dans les multinationales, là où ce nouveau modèle de management a été conçu avec l'appui des "big four" (KPMG, Cap Gemini, Accenture…), ces grands cabinets de consultants qui font actuellement le siège des présidences d'université pour leur vendre les clés de "l'excellence managériale" appliquée aux universités.

Nous avons analysé les conséquences de ce pouvoir "managinaire" (Aubert, Gaulejac, 2007). Un de ses promoteurs les plus fameux, Peter, auteur de "Le prix de l'excellence" (Peters, Waterman, In search of excellence, 1981), qui exposait un modèle de performance issu de l'analyse du mode de management des 64 entreprises les plus performantes dans le monde écrivait cinq ans après "le chaos management", Il montrait dans ce deuxième ouvrage que sur les 64 entreprises "modèles", plus de la moitié avait disparu cinq ans après ou était en crise profonde. La situation actuelle des banques et des établissements financiers qui appliquent ce modèle démontre, une fois de plus, qu'il est dominé par une logique d'obsolescence qui consiste à détruire en permanence ce qu'il produit par nécessité de produire autre chose.

On peut voir actuellement les dégâts produits par l'introduction de cette "idéologie managériale" dans les l'hôpitaux, les entreprises publiques, les institutions sociales et même les commissariats de police. Les nombreuses études que nous menons sur ces différents terrains confirment la dégradation des rapports sociaux dans ces différents secteur et l'augmentation continue de symptômes comme le stress, l'épuisement professionnel, le sentiment de harcèlement et l'augmentation du nombre de suicides liés au travail.

Il faut le savoir, les chantres de la Nouvelle Gestion Publique n'aiment pas la sociologie qu'ils considèrent comme inutile, négative et non objective (donc nuisible), parce qu'elle remet en cause les certitudes sur lesquelles ils se fondent et démontre les liens entre la souffrance des agents et la violence des réformes.

La NGP pourrait être nommée "la Nouvelle Gestion Paradoxante". Sa mise en œuvre implique toujours les mêmes conséquences, quelque soit son champs d'application :

- elle produit du non sens et même de l'insensé, jusqu'à rendre fou (cf les travaux de Bateson, Watzlavick et l'École de Palo Alto à propos des injonctions paradoxales)
- elle rend impuissant parce que les agents ne savent plus "à quel sens se vouer", mais ils sont confrontés à des changements continuels, à l'urgence, à "l'acting out" permanent. Ils n'ont pas le temps d'appliquer ou de contester une mesure qu'une autre apparaît
- elle renvoie chacun à lui-même en détruisant les collectifs existant et développant une lutte des places qui neutralise toute contestation. Par exemple l'avancement au mérite et la distribution de primes individualisée détruisent les collectifs de travail, alors même que les performances dépendent de la qualité des coopérations. Ce phénomène est particulièrement évident dans les secteur de la recherche.

2) À quoi et à qui sert la connaissance?

Pour les sociologues, la violence paradoxale a trouvé une "belle illustration dans une déclaration de N. Sarkozy, au moment des émeutes de banlieue, phrase dont on sait qu'elle n'a pas été prononcée par hasard : "quand on commence à expliquer l'inexplicable, c'est qu'on s'apprête à excuser l'inexcusable"

La phrase est violente pour la communauté des sociologues qui sont investis depuis des années dans la recherche pour comprendre les jeunes de la rue, des cités, la vie dans les banlieues, les difficultés de mise en œuvre de la politique de la ville. Elle est particulièrement détestable pour tous ceux qui croit que la compréhension est le préalable indispensable à l'action. Elle nous met dans un "Meta paradoxe" puisque le seul moyen de ne pas devenir fou face à une injonction paradoxale, c'est justement de l'expliciter, de l'analyser, de la comprendre, et que cette préoccupation est ici barrée puisqu'elle viendrait justifier la violence, excuser ce qu'elle cherche à décoder à déconstruire, à comprendre.

Il y a là une attaque en règle contre la sociologie*, et toutes les sciences sociales, qui ne serait pas si grave si elle n'était pas relayée par d'autres attaques contre toute les formes de pensée critiques, et plus généralement toutes les disciplines qui ne sont pas cataloguées comme utiles, opératoires et positives. L'appel des appels montrent que ces attaques touchent toutes les sciences humaines et sociales qui ne se mettent pas au service de l'idéologie gestionnaire et sécuritaire. Nous ne sommes pas dans un régime totalitaire mais souvenons-nous que tout régime totalitaire commence par supprimer toute pensée critique.

Les valeurs au fondement du "devenir sociologue" (Bouilloud, 2009) et qui nous font aimer ce travail, sont celles qui fondent le lien social, comme elle fonde notre rapport à la connaissance : donner, recevoir et rendre (Mauss). Ces principes sont partagés par tous ceux qui consacrent leur vie à donner leur temps, leur intelligence, leur liberté pour apprendre, pour transmettre ce qu'ils ont reçu afin de le rendre à tous ceux qui en ont besoin. La triple obligation qui sous-tend la réforme à laquelle nous résistons "obstinément" est en totale contradiction avec celles qui nous animent : être utile, rentable et opératoire. Tout le contraire de la gratuité, du désintéressement et du "jugement de beauté" qui est au principe même de l'œuvre, qu'elle soit scientifique, artisanale ou artistique.

L'obsession du résultat mesurable de l'activité des enseignants chercheurs comme des laboratoires, telle qu'elle est conçu par l'ANERS, est à l'opposé de ces principes : elle individualise, elle induit un rapport de possession personnalisé à la recherche, elle favorise la lutte des places. Obsédée par l'idée de gagner des places sur le classement de Shanghai elle oublie en chemin ce qui est au cœur de la production et de la transmission de la connaissance.

Nous ne sommes pas contre l'évaluation, mais quelle évaluation?

Une évaluation rigoureuse fondée sur des hypothèses explicites, des processus de validation vérifiables, une mise en discussion publiques des résultats obtenus. Et non pas une évaluation normalisante fondée sur des critères prescriptifs non discutés qui impose des normes quantitatives de mesure des performances qui sont sans rapport avec la qualité effective et le travail réel fournis par les chercheurs et leur impact en terme de connaissance nouvelles.

Nous ne sommes pas contre l'autonomie, mais quelle autonomie?

Non pas une autonomie de façade qui dissimule le désengagement financier de l'État, et l'imposition du modèle entrepreneurial aux universités, mais une autonomie qui permette aux

---

* Nous avons appris au cours des états généraux que le chef de cabinet de X. Darcos avait proposé un deal à l'Association des enseignants de SES : rendre obligatoire l'enseignement des sciences économiques et sociales en seconde à condition de supprimer la sociologie.

universités de préserver leur finalité : le "temple du savoir". Un espace de réflexivité voué à la production et à la transmission de la connaissance qui permette à chacun d'advenir comme sujet. Sujet réflexif, en premier lieu, capable de penser par lui-même. Mais aussi sujet de droit, sujet de désir et sujet socio-historique. Nous sommes là pour former des citoyens et non des agents adaptables, employables et normalisés.

Il est donc grand temps de se mobiliser comme certains l'ont fait en 1789 autour des États Généraux pour contester un régime à bout de souffle, un pouvoir autiste, enfermé dans ses certitudes, des élites bouffis de privilèges, coupées du peuple. La "ronde infinies des obstinés" est un beau signe de cette mobilisation, du refus de la résignation ou de la passivité. Je souhaiterai que pendant ce colloque nous soyons nombreux à les rejoindre pour marcher en place de grève et marquer notre volonté obstinée de défendre une conception républicaine de l'université conforme à l'esprit du siècle des lumières. Une université qui aime et respecte "La princesse de Clèves".

Ces États Généraux sont une chance pour ouvrir un espace de réflexion et d'action. Non pas dans une défense corporatiste de la discipline, mais sur ce qu'elle peut apporter pour construire un "Monde commun" (Hannah Arendt), pour redonner à la politique sa noblesse (pour la décontaminée de l'idéologie gestionnaire), pour "Faire société" dans laquelle ses membres sont plus préoccupé de produire du lien social que du bien matériel

Une contradiction traverse aujourd'hui notre discipline. La société n'a jamais eu autant besoin de connaissance sur elle même, d'élément de compréhension pour faire face à la complexité et à la fameuse "perte de sens" dont on nous rabat les oreilles . Mais cette demande ne débouche pas pour autant sur un appel à la sociologie et aux sociologues. Bien au contraire. La sociologie est plutôt marginalisée quand elle n'est pas tout simplement rejetée. Certains. Il nous faut comprendre les sources de cette contradiction afin de refonder une sociologie vivante, indépassable, capable de décrypter les enjeux des sociétés contemporaines, d'apporter du sens face à "la montée des insignifiances", de la réflexivité face aux obscurantismes et aux intégrismes, de l'intelligence collective dans un monde chaotique.

"L'intelligence ne consiste-t-elle pas à se fixer en même temps sur deux idées contradictoires sans pour autant cesser de fonctionner? On devrait par exemple pouvoir comprendre que les choses sont sans espoir et cependant être décidé à les changer" (Scott Fitzgerald).

Vincent de Gaulejac

Bibliographie

Arendt, H., La condition de l'homme moderne, Paris, Camann-Lévy, 1961
Aubert, N., Gaulejac, V. de, Le coût de l'excellence, Paris, Seuil, 2007.
Bateson, G., Vers une écologie de l'esprit, Paris, Seuil, 1977.
Bouilloud, J. P., Devenir sociologue, Toulouse, ÉRÈS, 2009.
Castoriadis, C., La monté de l'insignifiance, Paris, Seuil, 1996.
Foucault, M., Surveiller et punir, Paris, Gallimard, 1975.
Gaulejac, V. de, La société malade de la gestion, Points – Seuil, 2009.
Mauss, M., Sociologie et Anthropologie, Paris, PUF, 1960.